

Polémique sur l'attentat de Nice : l'invocation de la morale peut-elle tenir de seule ligne de défense au gouvernement ?



Ces derniers jours, la gauche multiplie les appels au silence dans les rangs. Le plus caractéristique d'entre eux fut celui de Jean-Marie Le Guen, qui considérait que les critiques incessantes sur le fonctionnement des services de l'Etat étaient une mise en danger de la démocratie. Cette stigmatisation révèle un malaise plus profond, l'expression d'un besoin de tabou caractéristique des univers en crise.

Avec Éric
Verhaeghe

Il faut protéger le papa Etat

La gauche en dit long sur ce que l'Etat représente à ses yeux lorsqu'elle demande de ne pas le critiquer ou, pire, lorsqu'elle accuse ses détracteurs d'être des ennemis de la démocratie. On comprend bien l'argument qui est donné en creux : remettre l'Etat en cause, c'est saper le fondement de l'ordre, du sens, c'est défier la loi.

Il est très symptomatique de voir que la gauche a atteint ce stade antérieur à la pensée démocratique où la loi et l'Etat se confondent, comme si la norme en démocratie se résumait à l'expression de puissance comprise dans toute forme de bureaucratie.

Inconsciemment, bien sûr, c'est l'Etat comme figure du père qui se dessine dans ces propos. L'appel de Jean-Marie Le Guen au silence dans les rangs ne dit pas autre chose : arrêtez de critiquer le papa Etat ! sinon, c'est le principe même de l'autorité qui va disparaître.

La gauche en pleine terreur primitive

Cette évolution de la sémantique politique n'a rien de très rassurant. Elle dévoile un pouvoir aux abois, déstabilisé dans son fondement, et en pleine perte de repères. Ce n'est plus un débat démocratique qui a lieu, avec une délibération rationnelle sur la performance des services de l'Etat ou sur la rationalité des choix opérés en matière de sécurité.

Peu à peu, nous avons glissé vers un débat d'une autre nature, où le pouvoir (auquel on aurait pu confier un grand "P") exprime sa peur de perdre le contrôle de la situation. Il demande au village de se rassembler autour du Totem républicain et de redire sa foi dans les tabous traditionnels.

Non, il ne faut pas blasphémer ! Oui, il faut respecter silencieusement les grandes règles qui font les soubassements de la société. Ces grandes règles, on les connaît : ne pas défier l'autorité du papa Etat, accepter les lois traditionnelles, reconnaître l'autorité des chefs désignés selon la coutume.

Certains s'amuseront de voir que ce rappel au tabou primitif survient au moment où une femme remet en cause la parole d'un ministre.

Comme si cet acte-là agissait symboliquement et inconsciemment comme une remise en cause de l'ordre ancestral tout entier.

Le besoin d'un ordre autoritaire ?

En réponse à cette grande angoisse primitive exprimée par ceux qui sont chargés de l'autorité sur la communauté, faut-il craindre une fête expiatoire où seront désignés les boucs-émissaires du désordre intérieur ? C'est un vieux réflexe primitif, en effet, de canaliser les peurs collectives sur une victime désignée pour exorciser tout ce dont on ne veut pas.

Incontestablement, la société française se trouve bien à cette croisée des chemins où, pour conjurer la peur d'une dislocation, la désignation d'un ennemi à l'origine de tous nos maux est tentante. Le problème est que personne pour l'instant ne s'est mis d'accord sur le nom du coupable. Mais il est incontestable que la société française a commencé à le chercher, et on peut craindre qu'elle ne finisse par en désigner un d'office.

Pour le vaincre, la gauche, on le sent bien, appelle de ses vœux un épisode autoritaire où le gouvernement ne serait plus embarrassé par cette masse de contestataires.

C'est dans ces moments-là qu'il faut rester le plus vigilant sur la question des libertés.